

# LA FORCE DE LA PAIX



ONUCI

Volume 2 - N° 044

Février 2010



## Avançons sur la route de la paix

# Paix

**Allons voter dans la paix !  
Le vainqueur sera le vainqueur.**



## EDITORIAL : RELANCER LA DYNAMIQUE ÉLECTORALE

**M**ême si elle l'a affaiblie, l'impasse politique née de la production de la liste de croisement interne par la précédente Commission Electorale Indépendante (CEI) n'a pas été fatale à la dynamique électorale. Les Ivoiriens, la Facilitation et la Communauté internationale ont mis leurs efforts en commun pour faire face à une situation inédite dans les nombreux incidents de parcours ayant émaillé la sortie de crise. En fait, ils ont eu recours aux ressources du tryptique fondateur de l'Accord Politique de Ouagadougou (APO). Il s'agit, faut-il le rappeler, de l'appropriation nationale, de la Facilitation régionale et de l'Accompagnement international.

Face à l'impasse, le Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), YJ Choi, a joué un rôle discret et efficace pour aider les protagonistes à maintenir la situation sous contrôle. Dès l'apparition des premières difficultés nées de l'affaire dite des 429.000 personnes, il a initié des consultations avec les principaux acteurs avec un message à trois dimensions. Rien ne doit être entrepris qui puisse perturber la paix et la sérénité dans l'approche de la crise. Ensuite, les acquis obtenus au prix de nombreux sacrifices doivent être préservés. Au nombre des acquis figure principalement la liste électorale provisoire. Enfin, il a réaffirmé l'urgence de produire la liste électorale définitive. Ce dernier préalable est une exigence majeure car il conditionne la suite de la dynamique électorale et notamment de la fixation d'une date fiable pour l'élection présidentielle.

Le processus électoral en Côte d'Ivoire a été malmené, au cours du mois de février et a même chancelé sans jamais s'effondrer. La signature de l'APO le 7 mars 2007 dans la capitale du Burkina Faso en présence du Président Blaise Compaoré, du Président Laurent Gbagbo et du Secrétaire Général des Forces Nouvelles, qui allait devenir Premier Ministre, Guillaume Soro, a suscité beaucoup d'espoir tant au sein de la population ivoirienne que de la communauté internationale.

La double dissolution le 12 février par le

Chef de l'Etat ivoirien du gouvernement et de la CEI a entraîné des manifestations de rues à l'appel de l'opposition. La violence qui s'était éloignée de la Côte d'Ivoire depuis quelques années a refait surface. Des personnes ont perdu la vie, des édifices et autres biens de l'Etat ont été saccagés dans certaines localités, des domiciles de responsables politiques et sièges incendiés. Cette situation est apparue pour certains observateurs comme la fin du processus, d'autres ont estimé que l'APO n'était plus. La tension est montée d'un cran et les différentes chapelles politiques sont restées braquées sur leurs positions à travers des déclarations qui laissaient présager une aggravation de la situation. Les ivoiriens ont su trouver les ressorts politiques et psychologiques nécessaires et montré qu'ils savaient surmonter des situations de rupture. Au bout de négociations serrées, la classe politique ivoirienne s'est entendue sur le nom du nouveau Président de la CEI. Après un vote secret le 28 février 2010, Youssouf Bakayoko, ex-Ministre des Affaires Etrangères sous la bannière du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire, (PDCI) a été élu.

Cette étape importante dans la relance du processus électoral a été suivie par la mise sur pied du gouvernement dit « Soro II ». De nombreuses rencontres ont précédé son annonce en deux temps mais la représentativité des différents signataires des Accords de Marcoussis et de ceux de Pretoria a été respectée. Le dialogue préconisé par les uns et les autres a permis de trouver une solution interne dans le respect des différents accords signés par les acteurs ivoiriens et du tryptique : l'appropriation nationale précédemment rappelé.

YJ Choi, déterminé à poursuivre ses initiatives pour que le sens du compromis et les vertus du dialogue prévalent, s'est rendu le 20 février 2010 à Gagnoa pour non seulement s'enquérir de la situation sur place au lendemain de la manifestation de l'opposition ayant entraîné, la veille, la mort de cinq personnes et fait 11 blessés (neuf civils et deux éléments des Forces de Défense et de Sécurité) et apporter sa compassion aux familles des victimes et

souhaiter un prompt rétablissement aux blessés. Le Chef de la mission onusienne a également rencontré les autorités administratives locales, appelé au calme et à la sérénité pour que la Côte d'Ivoire puisse se concentrer sur la dernière étape, décisive, que représentent les élections. Son adjoint, Abou Moussa, s'est rendu à Daloa avec le même message de soutien aux familles éplorées et d'encouragement pour que la tension baisse et que les passions s'estompent. Sur le terrain, l'Onuci a poursuivi ses activités d'information et de sensibilisation sur la culture de la paix. Ainsi, la police onusienne a contribué à la formation aux techniques de maintien de l'ordre de 21 gendarmes ivoiriens pendant une session de huit jours. La Mission a aussi financé des projets à impact rapide et réhabilité une radio privée non commerciale, confirmant sa présence aux côtés des ivoiriens dans différents domaines.

Le Représentant spécial YJ Choi a enfin réitéré à tous ses interlocuteurs nationaux durant cette période de montée d'adrénaline, sa confiance aux ivoiriens pour trouver une solution consensuelle pour que leur pays tourne le dos à la crise et qu'ils s'entendent sur l'essentiel : la liste électorale provisoire devant conduire à la liste électorale définitive et des élections dans un environnement électoral apaisé. La disponibilité de la communauté internationale à soutenir la Côte d'Ivoire dans cette voie est intacte et sera réaffirmée dans les mois à venir. Il a partagé sa conviction avec ses homologues des missions de paix en Afrique de l'Ouest, lors de la 18ème conférence des chefs de mission de paix des Nations unies en Afrique de l'Ouest qui s'est réunie à Dakar le 25 février 2010. M. Choi leur a présenté les avancées du processus de paix en Côte d'Ivoire ainsi que les défis restants au niveau du processus électoral. D'autres écueils ne sont pas à exclure dans les semaines à venir mais la dynamique doit demeurer pour que les acquis préservés, portent leurs fruits : la liste électorale définitive acceptée par tous, gage d'élections ouvertes, justes, libres et transparentes.

# INTENSE ACTIVITE DU CHEF DE L'ONUCI POUR SORTIR LA CÔTE D'IVOIRE DE L'IMPASSE POLITIQUE



M. Choi rend visite aux blessés des manifestations de février © UN / ONUCI

**L**e Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi, a multiplié les contacts avec les principaux protagonistes pour aider les Ivoiriens à sortir de l'impasse politique qui avait suivi l'élaboration du fichier des 429.000 personnes à la Commission Electorale Indépendante (CEI).

Ces contacts visaient également à minimiser l'impact de la crise socio-politique née de la double dissolution de la CEI et du Gouvernement suivies de violentes manifestations ayant occasionnées des morts et des blessés.

Sur ce triste chapitre, M Choi s'est rendu à Gagnoa, un des principaux théâtres de ces incidents, pour exprimer sa compassion aux familles des victimes.

Il a appelé au calme notant, au terme d'un entretien à Abidjan avec le Facilitateur du dialogue inter ivoirien, le Président Blaise Compaoré du Burkina Faso, que « ces violences étaient inacceptables ».

Les intenses activités de M Choi répondaient à une logique : aider à lever les obstacles survenus dans le processus électoral en trouvant une

solution dans le calme.

Lors de ces rencontres avec les autorités impliquées dans la recherche de solutions au dossier ivoirien, notamment les leaders politiques et religieux ainsi que les partenaires de la communauté internationale, le Chef de l'ONUCI a réitéré la nécessité de maintenir la dynamique électorale déjà affaiblie par deux mois de crise.

Il a relancé cet appel à la fin d'une rencontre avec le président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) en appelant les uns et les autres à ne rien entreprendre qui pourrait affaiblir davantage la dynamique électorale.

Avec le Représentant spécial du Facilitateur, Bouréma Badini, M Choi a abordé les trois principes indispensables à la préservation de cette dynamique, à savoir la stabilité, la sauvegarde de la liste provisoire et la production de la liste définitive

Le Représentant spécial, en recevant une délégation du PDCI venue échanger sur les questions de la gestion du contentieux sur la liste électorale provisoire, a insisté sur le respect des règles du contentieux pour préserver l'essentiel.

L'audience que lui a accordée le Premier ministre Guillaume Soro, juste après la dissolution de la CEI et du Gouvernement, a été une autre occasion pour le chef de l'ONUCI de souligner la nécessité de préserver les acquis du processus électoral « *en ce moment délicat* ». Il s'agit notamment de la liste dite blanche d'environ 5 300 000 personnes dont l'inscription sur la liste électorale provisoire avait déjà été approuvée.

Pour le Chef de l'ONUCI, le contentieux, qui concerne essentiellement certaines des 1 033 000 personnes dont l'inscription sur la liste électorale provisoire reste à confirmer, devrait se faire sur la base de preuves apportées par chaque pétitionnaire.



Le RSSG rencontre le Facilitateur, Blaise Compaoré © UN / ONUCI

# GEORG CHARPENTIER DRESSE UN BILAN POSITIF AU TERME DE SA MISSION DE TROIS ANS EN CÔTE D'IVOIRE



Georg Charpentier dresse le bilan de son séjour en Côte d'Ivoire © UN / ONUCI

**La situation sécuritaire et humanitaire en Côte d'Ivoire s'est nettement améliorée depuis la signature de l'Accord Politique de Ouagadougou, qui a permis de donner un coup de fouet positif au processus de sortie de crise.**

C'est le bilan dressé par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire et Coordonnateur humanitaire du Système des Nations Unies, Georg Charpentier, à la fin d'une mission de trois ans dans le pays. Selon M. Charpentier, certains facteurs ont permis d'aboutir à ce constat. « La disparation de la zone de confiance, la libre circulation des personnes et le retour des déplacés ont permis de constater une évolution satisfaisante et qui s'est passée sans heurts », a-t-il noté.

Il s'est également félicité de la fermeture officielle, l'année dernière, des deux derniers camps de déplacés de Guiglo, et souhaité que les efforts se poursuivent en vue de permettre le retour des derniers déplacés. Il a expliqué que les priorités des déplacés, qui étaient liées il y a deux ans à des préoccupations sécuritaires, de protection ou d'assistance, sont aujourd'hui d'une autre nature. « Leurs

besoins sont aujourd'hui liés à la relance économique et à la création d'activités génératrices de revenus », a dit M. Charpentier, avant de souhaiter qu'une attention plus accrue soit accordée dans ce domaine au Nord et à l'Est de la Côte d'Ivoire. Ces régions, a-t-il souligné, sont marginalisées, ne bénéficiant pas des atouts de l'Ouest, qui elle, dispose, de ressources naturelles et agricoles variées.

Concernant le Panier de Fonds (Basket Fund) mis en place en 2007 par la communauté internationale à la demande de la Côte d'Ivoire et géré par le PNUD, cette initiative, selon le Coordonnateur humanitaire, a rempli sa fonction. Son volet Sortie de Crise a permis, a-t-il rappelé, de faire avancer la réinsertion et la réhabilitation communautaire, tandis que le volet Election a permis d'acquérir le matériel électoral et de faire de la formation dans ce domaine. Toutefois s'est-il inquiété, « si les élections ne se déroulent pas assez vite il faudrait certainement refaire ces formations ».

A ce niveau, a-t-il rappelé, le programme des Mille Microprojets, une initiative du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, YJ Choi, a abouti à un résultat largement satisfaisant. « Les 1000 microprojets mis en place dans le cadre du DDR, ont permis [...] la réinsertion de plus de 3500 bénéficiaires ex-combattants, ex-miliciens, jeunes à risque et [...] femmes, de mener des activités génératrices de revenus », a-t-il indiqué avant d'ajouter que les Nations Unies avaient l'intention, face à ce succès, d'allouer d'autres fonds à ce volet.

M. Charpentier a toutefois regretté que plus de fonds n'aient été alloués au volet humanitaire et au développement, donnant ainsi à l'APO la possibilité de renverser la tendance observée à ce jour. « », selon le coordonnateur humanitaire.

Il s'est, cependant, dit optimiste sur l'avenir de la Côte d'Ivoire, qui dispose de nombreuses ressources et des



Georg Charpentier était proche de la population © UN / ONUCI

Le Coordonnateur Humanitaire a cependant attiré l'attention sur la nécessité de mettre un accent particulier sur la gestion de la post-crise. A ce propos, M. Charpentier a expliqué qu'un certain nombre de programmes urgents restent à exécuter. Il s'agit notamment, a-t-il dit, « du dossier du foncier rural, qui a du mal à connaître une finalisation, et de la question de la gouvernance, pour laquelle beaucoup reste à faire ».

atouts nécessaires pour être la locomotive de la sous-région, voire un des piliers du continent africain. C'est pourquoi, en guise d'au revoir, M. Charpentier a tenu à laisser ce message d'exhortation à la population : « Persévérez dans la poursuite de la recherche de solutions et ne gêchez pas ce qui a été construit. Autrement dit, sauvegardez les acquis ».

Marie-Mactar Niang

# L'ONUCI ET SES PARTENAIRES EVALUENT LA PREMIERE PHASE DES 1000 MICROPROJETS



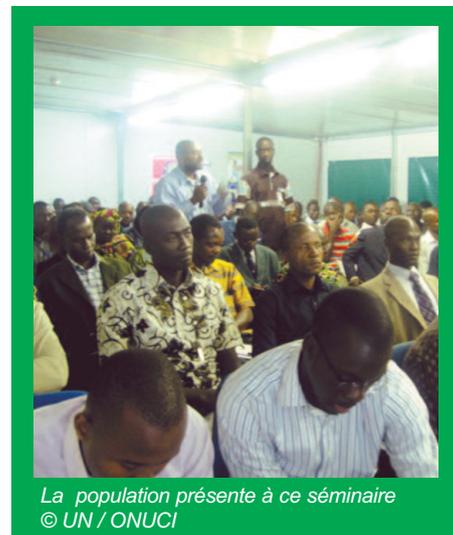
Les seminaristes ont identifié les acquis de la première phase des 1000 microprojets © UN / ONUCI

**D**es représentants de structures nationales et internationales impliqués dans le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) se sont réunis, le 1 février, à Daloa pour faire le bilan de la première phase du programme 1000 Microprojets.

Phase 1 du programme, initié en août 2008 par le chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), Y.J.Choi, a permis de réinsérer 3.800 ex-combattants, anciens miliciens, jeunes à risque et femmes affectées par le conflit ivoirien, grâce à 520 projets à travers le pays.

Le séminaire de Daloa avait pour objectif principal d'identifier les acquis de cette première phase et de prendre des mesures correctives pour la deuxième, d'un montant d'un million de dollars US. Y ont pris part des représentants du corps préfectoral, du Centre de Commandement Intégré (CCI), du Programme National de Réinsertion et de Réhabilitation Communautaire (PNRRC), des bénéficiaires, du service civique et du PNUD.

Selon le Chef de la division DDR de l'ONUCI, Sidi Ould Zahabi, « le séminaire a été riche, vu la qualité des participants et la franchise des débats ». Il



La population présente à ce séminaire © UN / ONUCI

## OUVERTURE

**CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE CARRIERE  
(Career Resource Center)**

**Du Lundi au Vendredi, de 14 :00 a 17:00**

Un lien sera bientôt disponible sur l'intranet  
<http://intranet.onuci.dpko.un.org/>

Pour plus d'informations, contacter le 3529,  
ou envoyez un mail à [aboadd@un.org](mailto:aboadd@un.org)

aura permis de revoir les effectifs des bénéficiaires, les cibles et les zones de priorité, et de soulever la problématique de la cohésion sociale au sein des groupes de jeunes.

M. Ould Zahabi a annoncé le démarrage incessant de la deuxième phase, qui verra la prise en compte des femmes victimes du conflit et des handicapés.

Marie Puchon

## BOCANDA ACCUEILLE LES JOURNÉES DE L'ONU CI



Le préfet de Bocanda, Gbamelé Adrien, s'est dit honoré de la visite de l'ONU CI © UN / ONU CI

**B**ocanda, 320 km au nord-est d'Abidjan, a accueilli une forte délégation de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI), du 10 au 12 février 2010, dans le cadre de la troisième édition des Journées de l'ONU CI.

Pour le Préfet du Département de Bocanda, Gbamelé Kouamé Adrien, la délégation, conduite par le chef de la Division des Droits de l'Homme, Simon Munzu, était venue apporter un peu de joie et de chaleur humaine à des populations qui avaient fini à tort, « par croire qu'elles étaient des oubliées de la

*Côte d'Ivoire et de la communauté Internationale ».*

Mercredi, 10 février, les populations ont pris d'assaut la place de l'ancienne mairie pour bénéficier des consultations médicales gratuites prodiguées par le bataillon pakistanais basé à Bouaké qui, face à l'affluence des patients, a dû continuer les consultations le lendemain. Près de 700 personnes ont pu recevoir des soins, des médicaments ou tout simplement un diagnostic précis du mal dont elles souffraient.

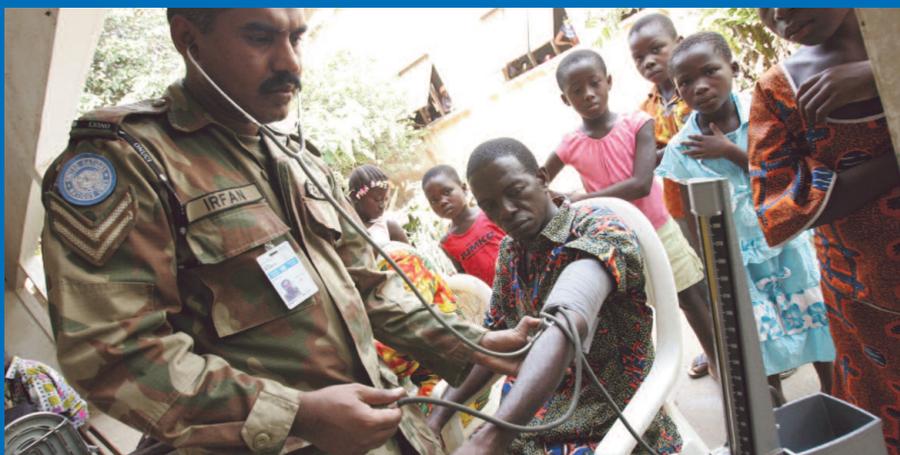
Avant de se rendre sur le lieu des

consultations M. Munzu, accompagné de représentants de toutes les sections de l'ONU CI présentes à Bocanda, a eu une séance de travail avec les autorités administratives, traditionnelles, politiques et sécuritaires du département.

Il a rappelé, notamment, le sens des Journées de l'ONU CI, qui s'inscrivent dans le cadre d'une campagne d'information et de sensibilisation à travers plusieurs types d'activités, telles les consultations médicales, un forum d'échanges avec la société civile et des activités sportives et culturelles. « L'ONU CI veut éviter que le feu ne se rallume », a souligné M. Munzu, avant d'ajouter : « Il est bon pour nous d'aller vers les populations pour les sensibiliser et les exhorter à aller ensemble vers des élections dans un climat électoral apaisé.

*On devrait travailler ensemble en impliquant les populations, et c'est le sens de ces journées ».*

Pour sa part, le Préfet de Bocanda a mis en exergue l'importance de la visite de l'ONU CI dans sa localité. Le département de Bocanda qui, a-t-il dit, a connu les affres de la guerre, compte environ 125.000 habitants, dont la plupart vivent encore sous le seuil de pauvreté.



L'ONU CI a prodigué des soins médicaux à la population © UN / ONU CI



Au cours du forum la population a été invitée à s'impliquer dans l'instauration d'un environnement électoral apaisé © UN / ONUCI

Se réjouissant de l'organisation des consultations médicales, M. Gbamélé a fait remarquer que « la santé est la meilleure chose au monde, c'est la plus grande des préoccupations, et si quelqu'un vous la procure, c'est qu'il vous veut du bien ».

Dans l'après midi de mercredi, des ateliers ont été organisés avec les chefs traditionnels, religieux et communautaires, les associations de femmes et de jeunes, et les medias sur le thème du forum: « Les populations de Bocanda et l'ONUAI main dans la main pour un environnement électoral apaisé ».

La soirée a été consacrée à la diffusion de films, dont un documentaire sur les caravanes artistiques de l'ONUAI et un film intitulé « **L'otage** », tourné par des élèves de la ville de Bondoukou avec

l'appui du bureau des Droits de l'Homme.

Le lendemain, Bocanda a accueilli la conférence de presse hebdomadaire de

l'ONUAI, ce qui a permis à des journalistes locaux, venus de Daoukro, Bongouanou et Dimbokro, de chercher des réponses à des questions liées au processus électoral et au mandat de l'ONUAI.

Le forum qui a suivi a vu la participation des autorités administratives et coutumières, des élus, de la société civile et de la population. M. Munzu, le chef de la délégation de l'ONUAI, a saisi cette occasion pour demander aux habitants du département de s'impliquer effectivement dans l'instauration d'un environnement électoral apaisé.

Il les a invitées à s'approprier cette méditation : « *Qu'ai-je fait aujourd'hui pour créer les conditions d'un environnement électoral apaisé dans mon entourage ?* »

Après la présentation des résultats des ateliers de la veille, les différentes sections de l'ONUAI ont expliqué à l'assistance



200 personnes ont participé au cross populaire © UN / ONUCI



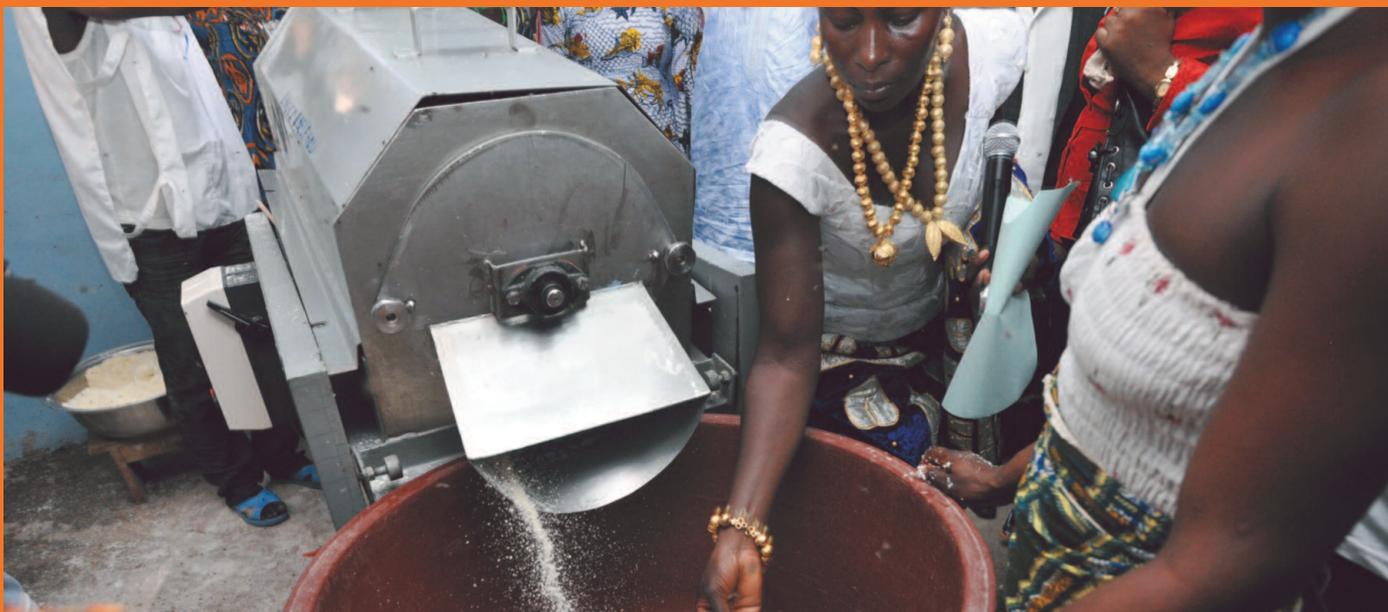
La photo de famille des agents de l'ONUAI et des autorités administratives de Bocanda © UN / ONUCI

l'appui qu'elles apportent au processus de sortie de crise.

Troisième journée : place au sport. 300 personnes, hommes, femmes, enfants ont participé sur une distance de 2 km à un cross populaire avant la tenue de matches de football féminin et masculin, marqués par l'esprit de fair-play, du respect des règles du jeu, du respect de l'adversaire.

Des prestations chorégraphiques et théâtrales véhiculant des messages de paix, de tolérance et de cohésion sociale ont clôturées ces journées de sensibilisation.

# L'AGNEBY, LE DENGUELE, LES LAGUNES ET LES SAVANES BENEFCIENT DES PROJETS À IMPACT RAPIDE



L'Unité de production d'attiéké installé par l'ONUCI à Grand-Morié © UN / ONUCI

**L'Opération des Nations Unies en Côte D'Ivoire (ONUCI) a réalisé, au mois de février, plusieurs projets à impact rapide (QIPs) en faveur des populations des régions de l'Agnéby, du Denguélé, des Savanes et des Lagunes.**

Dans la région des Lagunes et dans le Denguélé, deux établissements primaires ont bénéficié des QIPs, l'Ecole primaire Alodian 1 d'Anomambo, dans la commune abidjanaise de Marcory et l'école primaire de Sarakorodougou, dans la sous-préfecture de Bako. Elles ont été rénovées et elles ont reçu des centaines de tables-bancs ainsi que

d'autres matériels et équipements scolaires.

Relevant le sens de ces projets, Ildephonse Nduwimana, de la section des Affaires civiles de l'ONUCI, a souligné que la mission, à travers les projets à impact rapide, veut contribuer à l'amélioration de la vie des populations.

Dans l'Agnéby, Cheick Tidiane Touré de la Division de l'information Publique a indiqué à Agboville, où l'ONUCI venait d'équiper une radio de proximité, que les QIPs participaient à la consolidation de la cohésion sociale. L'équipement de la

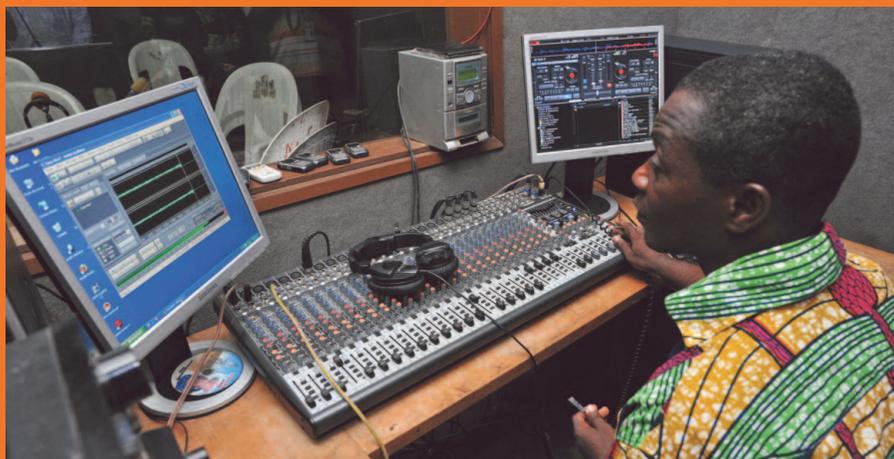
Voix de l'Agnéby fait partie des deux projets que l'ONUCI a réalisé en février dans cette région. L'autre est l'installation en faveur de 200 femmes de Grand-Morié d'une unité de production d'attiéké.

Les projets d'Abidjan et de Sarakorodougou ont coûté un peu plus de FCFA 18,4 millions. Dans l'Agnéby, l'ONUCI a déboursé FCFA 24 million FCFA en faveur des projets de Grand-Morié et d'Agboville.

Enfin, dans la région des Savanes, la mission a financé la confection de clôtures pour des cultures maraîchères et la fourniture de matériel agricole à 1.500 membres de 14 groupements féminins de la sous-préfecture de Napié, à 18 km au sud de Korhogo.

Certains bénéficiaires des projets ont dit que ceux-ci leur ont permis de comprendre qu'au-delà du simple maintien de la paix, l'ONUCI est devenue un acteur du développement en Côte d'Ivoire. Pour la Présidente de l'Association Ebeulehou, Roselyne Tchimou, porte-parole des 200 femmes de Grand-Morié, l'ONUCI « a compris qu'il fallait associer à la recherche de la paix, la lutte contre la pauvreté ».

Michel Man



L'équipement neuf offert par l'ONUCI à la voix de l'Agnéby d'Agboville © UN / ONUCI

# L'APPUI DE L'ONU CI AUX MÉDIAS POUR LA CRÉATION D'UN ENVIRONNEMENT ÉLECTORAL APAISÉ



**P**our l'ONU CI, le travail des médias est aussi essentiel que les efforts déployés aux plans politique, électoral, diplomatique et militaire pour aider à l'instauration et au maintien d'un environnement électoral apaisé.

Les périodes électorales constituent des moments où les passions, soulevées par la perspective d'accès au pouvoir, se voient attisées. S'il est indispensable de préserver la liberté d'expression, il est tout autant indispensable de s'intéresser aux limites de celle-ci. Les médias sont soumis à une éthique basée sur des principes tels que l'exactitude de l'information, la vérification des sources et l'équilibre dans le traitement des informations.

Depuis 2007, l'ONU CI développe avec l'appui des partenaires ivoiriens, dont le ministère de la Communication, le Conseil National de la Presse (CNP), le Conseil National de la Communication Audiovisuelle (CNCA), la Commission Electorale Indépendante (CEI) et la société civile, un programme de renforcement des capacités des médias en appui au processus électoral. Les formations se concentrent sur le renforcement des techniques particulières permettant aux journalistes de fournir une information fiable aux citoyens pour la tenue d'élections présidentielles et législatives, ouvertes, libres, justes et transparentes, conformément aux normes internationales.

## Un journalisme professionnel pour des élections réussies

En accord avec ses partenaires, l'ONU CI a réalisé plus de 20 formations destinées aux professionnels de l'information sur des thèmes tels que la contribution des radios de proximité au processus de paix et de réconciliation ; la gestion de l'information en période électoral ; les radios de proximité et l'éducation citoyenne en période électoral ; la couverture médiatique du contentieux de l'inscription sur la liste électoral ; la contribution des médias, partis et groupements politiques à un environnement électoral apaisé ; la promotion du genre par les médias en période électoral. D'autres formations sont envisagées cette année.

## Une action concertée des médias et de la société civile au bénéfice de la cohésion sociale

L'ONU CI s'intéresse également aux médias pour ce qu'ils peuvent contribuer au renforcement de la cohésion sociale.

*Comment consolider les liens entre médias et société civile ? Comment construire des passerelles entre ces deux entités distinctes dans le but de renforcer la cohésion sociale dans les régions, en vue de garantir un climat apaisé, avant, pendant et après les élections ? Ces questions sont abordées à travers une série d'ateliers de*

*réflexion et d'échanges organisés avec le concours de la société civile et des professionnels des médias d'une région. Au cours des ateliers, ces différents acteurs examinent « le rôle des médias et de la société civile dans le renforcement de la cohésion sociale en période électoral » et font des recommandations qui orientent les ateliers à venir et de futures actions.*

Cinq régions - le Zanzan (Bouna), le Sud Bandama (Divo), le Moyen Cavally (Guiglo), Le Bas Sassandra (San Pedro) et les 18 Montagnes (Man) - ont bénéficié de ces ateliers. Cinq autres régions seront visitées pendant l'année budgétaire en cours.

## Les contacts réguliers avec la presse à l'intérieur du pays

A travers les activités quotidiennes des bureaux de terrain et les conférences de presse du porte-parole lors des « Journées de l'ONU CI », qui se tiennent au moins une fois par mois dans une localité différente du pays, l'ONU CI fournit aux journalistes des informations sur son appui au processus électoral et sur le processus de paix.

## La mise à disposition d'émissions prêtes à diffuser

La distribution des émissions prêtes à diffuser aux radios de proximité vise à amplifier le volume des informations citoyennes, susceptibles d'aider les populations à mieux comprendre les différents mécanismes et fonctionnement du processus électoral et leur niveau d'implication. C'est ainsi que pour chacune des étapes clefs du processus de sortie de crise, telles les audiences foraines, l'identification et le contentieux sur l'inscription sur la liste électoral, l'ONU CI produit des émissions prêtes à diffuser. Ces émissions sont distribuées à travers le pays, grâce à l'appui des bureaux de terrain de l'ONU CI et le concours de l'Union des Radios de Proximité de Côte d'Ivoire.

# L'ONUCI AUX CÔTÉS DES VICTIMES DE LA LÈPRE DE SEMAN

Les forces de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) basées à Yamoussoukro ont apporté leur soutien, le 31 janvier 2010, aux malades de la lèpre de Seman, village situé à environ 252 km au nord d'Abidjan, à l'occasion de la Journée Mondiale de la lèpre.

Le bataillon sénégalais (SENBATT) et la compagnie de transport du bataillon pakistanais (PAKTPT) de l'ONUCI ont appuyé la Direction départementale de la Santé de Yamoussoukro dans la commémoration de la journée, en mettant deux bâches et plusieurs bouteilles d'eau minérale à la disposition des organisateurs. Des plaquettes de chocolat et plusieurs jouets contribués par les bataillons ont été distribués aux malades à la fin de la cérémonie.

Le Préfet d'Attiegbakro, Diby Konan, représentant le Gouverneur du District de Yamoussoukro, a expliqué que la commémoration de la journée était « l'expression solennelle de notre compassion : faire un geste, donner un peu de notre cœur aux lépreux ». Il a salué la mémoire de Raoul Follereau, « le vagabond de la charité », ainsi que les efforts des agents de la santé et de leurs partenaires, qui ont amené le pays au seuil de l'éradication de la lèpre.



Les victimes de la lèpre ont été soulagés par l'ONUCI © UN / ONUCI

Le Directeur Départemental de la Santé, Dakoury Ange Pierre, a donné quelques statistiques confirmant l'existence à ce jour de la lèpre dans le département. En 2009, 35 malades, dont quatre enfants de moins de 15 ans, avaient pu être enregistrés sur une population de 345.338 personnes. « La maladie est présente et c'est grâce à la campagne de sensibilisation et de dépistage que les malades qui s'ignoraient ont pu découvrir leur statut. Aidez-nous à éradiquer ce mal », a-t-il plaidé.

L'ONUCI était représentée par le Lieutenant Colonel Nadeem Abdul Qayoom, commandant du PAKTPT, de

Ndiaye Abdel Kader, l'officier chargé de la coordination des affaires civilo-militaire du SENBATT, Ariel Ida Ngondi, chargée des droits de l'homme, et Marie PUCHON, chargée l'information publique.

Les bataillons sénégalais et pakistanais, basés à Yamoussoukro, apportent quotidiennement une assistance médicale aux populations de la ville et des villages environnants. Des consultations foraines gratuites sont organisées, comme ce fut le cas du 6 au 8 janvier à Kpoussou et le 27 janvier à Dougounoukouadiokro, dont les populations ont pu bénéficier des premiers soins gratuits offerts hors du camp de l'ONUCI pour l'année 2010.

La cérémonie de commémoration s'est déroulée sur l'esplanade du Foyer des jeunes de Seman, en présence des autorités administratives, élus, cadres et chefs de service du département, des autorités coutumières et religieuses, des malades de la lèpre et leurs parents. Des représentants du directeur de la Société de gestion des hydrocarbures de Côte d'Ivoire (GESTOCI), du Directeur Général du groupe Fraternité matin, du Rotary Club et de l'ONUCI étaient également présents.



Les pensionnaires de Seman posent avec les autorités administratives © UN / ONUCI

Marie Puchon

## L'ONUCI AU SECOURS D'UN VILLAGE SINISTRE PRÈS DE KORHOGO

**L'**Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), à travers la Police de l'ONU, UNPOL, et le bataillon nigérien, ont offert, le 9 février, de l'eau et des vivres aux populations sinistrées de Yeyirivogo, à 26 km au nord-ouest de Korhogo. Ce village d'environ 300 personnes

avait été victime, le 6 février, d'un incendie qui avait détruit la totalité des habitations et des récoltes.

L'ONUCI a offert à la population de l'eau potable, 20 sacs de riz, 10 sacs de sel, 40 litres d'huile, quatre cartons de yaourt, un carton de sardines, deux

sachets de lait en poudre et 13 sachets de raisins. Lors de la cérémonie de remise des dons, le Colonel Issa Yacouba, Chef UNPOL à Korhogo, a expliqué que cet acte humanitaire avait pour but de montrer aux populations qu'elles n'étaient pas seules face au malheur qui les avait frappées. « C'est un réconfort moral pour elles de savoir qu'on pense aux victimes », a-t-il ajouté.

Le Lieutenant Halidou Oumar du bataillon nigérien a indiqué que le puits le plus proche se trouvait à 300 mètres du village, ce qui justifiait l'appui en eau potable de l'ONUCI pour soulager les populations.

Les habitants du village ont témoigné leur reconnaissance pour l'assistance qu'ils ont reçue. « Nous n'avons plus de nourriture, voilà que l'ONUCI nous vient en aide, » a dit Dofrô Yéo, représentant du chef du village, tout en priant « toutes les bonnes volontés » d'en faire autant pour secourir les victimes du sinistre. Mawa Soro, qui parlait au nom des femmes, a révélé que rien n'avait été épargné dans le village, pas même les réserves de nourriture. « Depuis que l'incendie s'est produit, je porte cette tenue », a-t-elle dit.

Diaby Baba



L'ONUCI s'est rendu au chevet des sinistrés de Yeyirivogo à Korhogo © UN / ONUCI

## BONDOUKOU : GHANBATT OFFRE DES VIVRES A L'ORPHELINAT HELLAS

**C**haque année, le bataillon ghanéen (GHANBATT) de l'ONUCI, basé à Bondoukou, cherche à contribuer à l'amélioration du bien-être des populations de la région du Zanzan, tout en remplissant son mandat de maintien de la paix et de la sécurité.

En ce début d'année 2010, afin de marquer sa solidarité aux enfants vulnérables, GHANBATT a fait don de vivres divers à l'orphelinat Hellas de Bondoukou pour permettre aux enfants et aux religieuses qui les encadrent de débiter le Carême chrétien dans de bonnes conditions.



Le Ghanbatt a offert des vivres aux orphelins de Bondoukou © UN / ONUCI

Lors de la cérémonie de remise des dons, qui a eu lieu le 16 février, Sœur Adjasso Sagou Agnès, responsable de l'orphelinat, a salué le geste de l'ONUCI à l'endroit des enfants, qui sont environ une vingtaine.

Le Lieutenant Lokko, aumônier du GHANBATT, a expliqué que ce don montrait que l'ONUCI restait à l'écoute des préoccupations des populations et surtout des enfants. « À travers ces vivres nous voulons vous encourager dans votre travail à mieux vous occuper des enfants », a-t-il dit à l'attention des religieuses.

Malan Aka

# LA POLICE ONUSIENNE FORME DES GENDARMES IVOIRIENS AUX TECHNIQUES DE MAINTIEN DE L'ORDRE

La police onusienne, déployée au sein de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a contribué à la formation aux techniques de maintien de l'ordre de 21 gendarmes ivoiriens pendant une session de huit jours.

La formation des formateurs, débutée le 8 février, a été initiée par le Commandement supérieur de la Gendarmerie nationale et visait à renforcer les capacités des gendarmes dans la gestion des manifestations de rue. Lors de sa clôture, le Chef adjoint de la police onusienne, Pierre André Campiche, s'est félicité de cette ouverture d'échanges de connaissances professionnelles entre collègues rendue possible par la hiérarchie de la Gendarmerie.

De son côté, le Chef du Bureau Organisation et Emploi au Commandement Supérieur de la Gendarmerie, le Lieutenant Colonel Tamela Lassina, a exhorté les stagiaires, en tant que formateurs, à mettre en pratique, dans



Les gendarmes ivoiriens formés ont reçu leurs diplômes des mains de Pierre André Campiche, chef adjoint de la police © UN / ONUCI

leurs unités respectives, les enseignements reçus. Il a promis de soutenir les projets de formation au profit de tous les gendarmes.

Auparavant, le chef d'escadron

Alexandre Patrice M'bahia, Directeur du Stage et Commandant du Groupement d'Instruction et de Perfectionnement de la Gendarmerie Nationale, a souligné le bon déroulement de ce stage de recyclage « nécessaire aux gendarmes qui font face aux grands défis du maintien de l'ordre, surtout dans le contexte actuel du pays ». Il a, lui aussi, souhaité que les enseignements reçus soient rapidement transmis aux gendarmes sur toute l'étendue du territoire.

Le chef d'escadron M'bahia était assisté de deux instructeurs de l'ONUCI. Les participants ont suivi des cours sur les techniques de maintien de l'ordre et l'intervention professionnelle suivant le standard des Nations Unies. Ils sont des officiers et sous-officiers issus de plusieurs unités de la gendarmerie de Côte d'Ivoire. Ils vont à leur tour relayer les enseignements reçus à leurs collègues.



Les gendarmes ivoiriens ont renforcé leur capacité dans la gestion des manifestations de rue moyennant ce stage © UN / ONUCI

Juliette Mandan Amantchi